

Le tout-nucléaire : les vrais responsables

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1979)**

Heft 494

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1016430>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'ÉNERGIE, C'EST NOTRE AFFAIRE

Le tout-nucléaire : les vrais responsables

Nous avons dit pourquoi le "oui" à l'arrêté sur l'énergie atomique s'imposait le 20 mai. Les socialistes suisses ont rallié depuis longtemps et sans équivoque le camp anti-nucléaire pour des raisons tout à la fois économiques, écologistes et politiques; c'est pourquoi leur soutien à cet arrêté ne peut être qu'un soutien anti-nucléaire. Ce faisant ils refusent de laisser le champ libre aux promoteurs électriciens — ralliés de dernière minute et en désespoir de cause au dit arrêté, ne l'oublions jamais — qui ne manqueraient pas de s'attribuer une victoire facile le soir du 20 mai: "Voyez, le peuple a désavoué une nouvelle fois les adversaires des centrales!" Avec l'appui décisif des socialistes le "oui" du mois de mai sera un "oui" à un moratoire de fait.

DÉPASSER LE DROIT

Mais ce débat ne va pas à l'essentiel. Adopter des mots d'ordre et des textes de lois n'a jamais épuisé l'action politique. Le droit n'est qu'un ensemble de règles, un cadre à l'intérieur duquel jouent des rapports de force, des phénomènes de pouvoir. Ces rapports de force, il faut les bâtir, ces phénomènes de pouvoir, il faut les mettre à jour. En effet, ce n'est ni Willy Ritschard, ni le Conseil fédéral, ni le parlement qui décident de la construction d'une centrale nucléaire; ils ne font qu'avaliser. Les acteurs principaux que nous devons ne pas perdre de vue un instant, ce sont les sociétés productrices d'électricité.

Or ces sociétés sont, pour la plupart et majoritairement, aux mains des collectivités publiques, villes et cantons.

Certes, on sait que ce sont les managers, les

techniciens qui définissent la politique de ces sociétés et que les pouvoirs politiques leur laissent carte blanche; les représentants des collectivités dans les conseils d'administration ne sont là que pour enregistrer des décisions déjà prises. Participation publique, organes de contrôles, et pourtant la démocratie n'y trouve pas son compte!

LES GRANDS MUETS

Qui connaît en effet ces personnalités qui décident ou qui se taisent pour nous? Ces mandataires désignés par les parlements cantonaux, les Conseils d'Etat, les municipalités ont-ils jamais rendu des comptes, leur a-t-on jamais donné des consignes?

Cela peut changer. Mais d'abord il s'agit d'identifier les acteurs, de mettre à jour leurs dépendances (c'est à quoi nous consacrerons nos prochains numéros, sous la forme d'un feuillet).

Le personnage principal en suisse romande: Energie Ouest Suisse (EOS). EOS est le promoteur de la centrale nucléaire de Verbois. Nous ne voulons pas de Verbois nucléaire? Alors pourquoi attendre les premiers coups de pioche pour réagir? EOS n'est pas une entité anonyme; elle est l'émanation des cantons et des villes romandes: les Services industriels de Genève et de Lausanne s'y taillent la part du lion (ce constat détaillé, nous l'avons déjà esquissé dans ces colonnes il y a plus d'un an).

DÉBATTRE PUBLIQUEMENT

Voilà du pain sur la planche des militants socialistes — il y a des socialistes dans les conseils d'administration; sait-on quel rôle ils y jouent? —, du mouvement anti-nucléaire et de tous les citoyens conscients qu'il n'y a pas de fatalité nucléaire.

Les moyens d'action sont multiples; question d'imagination.

Tout d'abord exiger de ces personnages-clés qu'ils expriment publiquement leur position sur le sujet, et si nécessaire réclamer leur démission: l'énergie c'est notre affaire.

Interpeller les exécutifs cantonaux et communaux: comment vont-ils tenir compte de l'opinion de la grande majorité de la population romande exprimée lors de la votation sur l'initiative populaire pour le contrôle démocratique du nucléaire?

PASSER A L'ACTION

S'il le faut organiser la perturbation des factures d'électricité à l'image de ce que fait Légitime défense depuis plusieurs mois à Genève, ou même le boycott du paiement. La liste n'est pas close. L'essentiel est d'éviter les incantations qui dérangent peu les promoteurs, de choisir les acteurs-clés, les lieux réels du pouvoir de décision, de multiplier sans relâche les actions.

IMPOSER DES ALTERNATIVES

Mais s'opposer à une centrale nucléaire ne suffit pas; elle reviendra au galop si la consommation d'énergie continue d'augmenter et si d'autres sources d'énergie ne sont pas développées, bref si une politique énergétique n'est pas élaborée. Et là il n'est pas besoin d'attendre une solution fédérale; dans les cantons, dans les communes des réalisations concrètes sont possibles. Il n'est pas interdit non plus de donner des idées aux producteurs d'électricité qui n'ont guère fait preuve d'imagination jusqu'à présent, si ce n'est pour favoriser le gaspillage qui renforce leur pouvoir; ces millions qu'ils placent dans des installations atomiques sans avenir viendraient à point pour promouvoir d'autres formes d'énergie, pour financer des investissements favorables à l'économie d'énergie. Cela se fait en Californie, pourquoi pas chez nous?